

RÉPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice

---



# **LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE EXERCICE 2001**

---

Présenté

au nom de M. Jean François NTOUTOUME EMANE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

par M. Emile DOUMBA

Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation



## TABLE DES MATIERES

<b>PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI .....</b>	<b>3</b>
TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS .....	6
TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES .....	7
TITRE III : DISPOSITIONS DOUANIERES .....	12
TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES .....	15
<b>ANNEXES A LA LOI DE FINANCES .....</b>	<b>17</b>
ANNEXE N° 1 : RESSOURCES DE L'ETAT .....	19
ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT .....	20
ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES .....	22
ANNEXE N° 4 : RECETTES HORS PETROLE .....	24
ANNEXE N° 5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT .....	25
<b>DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION, REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS .....</b>	<b>27</b>
<b>1 - LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LOI DE FINANCES     RECTIFICATIVE 2001 .....</b>	<b>29</b>
ANNEXE N° 1 : PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE .....	29
ANNEXE N° 2 : PARTIE II - FONCTIONNEMENT .....	30
ANNEXE N° 3 : PARTIE III - INVESTISSEMENT (Titre 6 et7) .....	40
ANNEXE N° 4 : PARTIE IV - PRETS ET AVANCES (Titre 8) .....	42
<b>I bis – LISTE DES PROJETS AYANT FAIT L'OBJET D'UN REPORT DE     L'EXERCICE 2000 A L'EXERCICE 2001 .....</b>	<b>43</b>



***PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI***

**LOI N°020/01**  
**MODIFIANT LA LOI N°017/2000 DU**  
**28 FEVRIER 2001 DETERMINANT**  
**LES RESSOURCES ET LES CHARGES**  
**DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2001.**

L'Assemblée Nationale et le Sénat  
ont adopté

Le Président de la République, Chef de l'Etat,  
promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** – La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, modifie la loi n°017/2000 du 28 février 2001 déterminant les ressources et les charges de l'Etat de l'année 2001.

**TITRE I :**

**EVALUATION DES VOIES ET MOYENS**

**Article 2.** – Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat, des Collectivités Locales et des Etablissements Publics décentralisés présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent des emprunts, des dons et de l'application des dispositions du Code Général des Impôts Directs et Indirects, du Code et du Tarif des Douanes de l'UDEAC et du Code des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre.

**Article 3.** - Les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2001 sont arrêtées en équilibre à la somme de mille trois cent cinquante six milliards six cent soixante deux millions (1.356.662.000.000) de francs cfa.

Ces ressources et ces charges sont ventilées en annexes 1 et 2 de la présente loi.

**Article 4.** - Les ressources sont constituées de ressources propres pour la somme de mille deux cent douze milliards huit cent millions (1.212.800.000.000) de francs cfa et de ressources extraordinaires pour la somme de cent quarante trois milliards huit cent soixante deux millions (143.862.000.000) de francs cfa dont cent vingt trois milliards huit cent soixante deux millions (123.862.000.000) de francs cfa de financement exceptionnel.

**Article 5.** - Les charges sont constituées de dépenses de fonctionnement, d'investissement et de prêts et avances pour la somme de six cent trente quatre milliards cent millions (634.100.000.000) de francs cfa, de celles résultant des engagements financiers de l'Etat pour la somme de sept cent vingt deux milliards cinq cent soixante deux millions (722.562. 000.000) de francs cfa.

**Article 6.** – Les plafonds des grandes catégories de dépenses, pour l'exercice 2001, sont arrêtés tels qu'il suit :

<b>CATEGORIES DE DEPENSES</b>	<b>MONTANT en francs cfa</b>
<b>PARTIE I : CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>722.562.000.000</b>
<b>PARTIE II : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>474.600.000.000</b>
<b>PARTIE III : DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>125.000.000.000</b>
<b>PARTIE IV : PRETS ET AVANCES</b>	<b>34.500.000.000</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1.356.662.000.000</b>

**TITRE II :  
DISPOSITIONS FISCALES**

**I/ Suppression des centimes additionnels.**

**Article 7.** - « Les centimes additionnels institués par l'article 5 de la loi de finances n° 13/99 du 15 février 2000 sont supprimés ».

**Article 8.** - Les articles et tableaux ci-après du Code Général des Impôts Directs et Indirects sont modifiés comme suit :

**a/ Impôts sur le revenu des personnes physiques**

**Titre II  
Impôt sur le revenu des personnes physiques.**

**Chapitre II  
Revenus imposables**

**5/ Régime du bénéfice réel simplifié**

**« Article 63 bis nouveau :**

Le bénéfice du régime réel simplifié est accordé aux contribuables dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre :

- 30 et 80 millions de francs cfa s'il s'agit de prestataires de services ou de redevables réalisant d'autres affaires ;

- 80 et 120 millions de francs cfa s'il s'agit de redevables dont l'activité principale est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place.

Le régime du bénéfice réel simplifié d'imposition s'applique de plein droit aux contribuables dont le forfait a été dénoncé par l'administration. »

**« Article 63 ter nouveau :**

Les contribuables soumis au régime réel simplifié doivent tenir les documents comptables et pièces annexes de nature à justifier l'exactitude des résultats qu'ils déclarent. Ces documents comprennent :

- un livre d'inventaire ;
- des factures et autres pièces justificatives relatives aux recettes, aux dépenses (achats, frais, charges) et aux stocks ;
- un livre-journal enregistrant le détail des opérations effectuées par le redevable.

Ces documents ainsi que les autres pièces justificatives doivent être conservés pendant six ans et présentés à toute réquisition des agents des impôts.

Ces contribuables doivent souscrire dans les conditions et délais prévus pour l'impôt sur les sociétés, une déclaration spéciale, obligatoirement signée par eux-mêmes et comportant notamment :

- un bilan simplifié ;
- un tableau des immobilisations et des amortissements ;
- un tableau des provisions ;
- un relevé des frais généraux ;
- un compte de résultat simplifié composé de deux rubriques : résultat comptable et résultat fiscal. »

**« Article 63 quater nouveau :**

Pour les contribuables relevant du régime du bénéfice réel simplifié, le bénéfice imposable est égal au montant du chiffre d'affaires hors taxe diminué d'un abattement égal à :

- 60 % s'il s'agit des entreprises dont l'activité principale est l'achat revente,
- 40 % pour des entreprises de prestations de services.

Les entreprises placées dans le champ d'application du présent article peuvent opter pour le régime du bénéfice réel dans des conditions prévues à l'article 55 du présent code. » ~~1~~ n



## **Chapitre V : Calcul de l'impôt**

### **Section III : Modalités de recouvrement de l'impôt sur le revenu**

« **Article 127 bis nouveau** :. Il est institué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au profit de l'Etat, un prélèvement sur les sommes payées aux prestataires de services soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux lorsque les revenus en cause relèvent par nature de l'exercice des professions libérales.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le prélèvement prévu au 1<sup>er</sup> paragraphe ci-dessus du présent article s'applique également aux sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature rendues par des personnes soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux.

Le prélèvement est effectué par le bénéficiaire des prestations des services quel que soit son statut.

Sont également visées par le présent prélèvement les sommes payées à des personnes qui exécutent dans des entreprises ou auprès des tiers des actes relevant par nature d'une profession libérale même lorsque ces personnes ont la qualité de salarié dans leur profession habituelle.

Le prélèvement prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus constitue un précompte sur les impôts dus par les titulaires des revenus en cause. Il est imputable sur les impôts dont ils sont redevables jusqu'au troisième exercice qui suit celui du prélèvement.

Le taux du prélèvement est fixé à 9,5 % du montant hors taxe représentatif de la rémunération du service.

Les redevables du prélèvement sont tenus de reverser à la caisse du comptable du Trésor le montant précompté accompagné d'un bordereau de versement établi en quatre exemplaires fourni par l'Administration.

Deux exemplaires du bordereau sont rendus accompagnés d'une quittance à la partie versante par le Trésor public. La partie versante donne ensuite un exemplaire et la quittance au prestataire.

Un exemplaire est conservé par le comptable du Trésor en appui à sa comptabilité.

Le quatrième exemplaire est adressé à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes.

Le versement est effectué :

- le 20 du mois qui suit celui du paiement des sommes s'il s'agit des redevables soumis à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux ;

-- le quinzième jour qui suit le mois du paiement de la somme pour tout autre bénéficiaire.

Le retard ou le défaut de déclaration du versement du prélèvement est sanctionné par une amende de 50 %.

L'inexactitude dans la déclaration donne lieu à une pénalité de mauvaise foi égale à 100% des droits éludés. »

## **II/- LIVRE II : TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

### **Chapitre 1er : Champ d'application**

#### **Section I : Assujettis**

#### **« Article 164 nouveau :**

Les personnes visées à l'article 163 ci-dessus, soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qu'elles soient ou non enregistrées comme prévu à l'article 188 ci-dessous, sont des redevables de la taxe si leur chiffre d'affaires s'établit à :

- quatre vingt millions de francs CFA pour les prestations de services ;
- cent quarante millions de francs CFA pour la généralité des affaires.

Le seuil du chiffre d'affaires annuel visé ci-dessus est porté à huit cent millions de francs CFA pour les personnes qui exercent des activités d'exploitations forestières (Loi 08/98). »


## **III/- LIVRE III : IMPOTS ET TAXES DIVERS**

### **A – TITRE I<sup>er</sup> : IMPOTS PROFESSIONNELS**

#### **Chapitre 1<sup>er</sup>. Contribution des patentes**

#### **Annexe au Chapitre Premier**

Tableau A 8<sup>e</sup> Classe est complété comme suit :

- bois de chauffe ou de chauffage (marchand de ) ne vendant qu'à des bateaux de passage,
- boulanger sans moyens mécaniques n'employant pas plus de cinq personnes. 

- commerçant au petit détail dont le stock est inférieur à 100 000 francs,
- meubles (loueur de ),
- kiosque à paris sur les courses de chevaux.

## **Section VII : Paiement de la patente**

### **« Article 258 nouveau :**

La contribution des patentes mise en recouvrement par voie de rôle est exigible dans les conditions prévues aux articles 431 et 432 du présent code.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux, soumis au régime réel ou simplifié d'imposition, sont tenus de verser un montant égal à 100% de la patente de l'exercice précédent. Ce versement effectué sans avertissement avant le 31 mars de l'année, est accompagné d'un bordereau établi en trois exemplaires et fourni par l'Administration :

Un exemplaire du bordereau est rendu, accompagné d'une quittance, à la partie versante par la Recette des Impôts.

Le deuxième exemplaire est adressé, au comptable du Trésor en appui à sa comptabilité.

Le troisième exemplaire est conservé par le Receveur des Impôts.

Le retard dans le paiement ou le défaut de versement dûment constaté par l'Inspecteur des impôts donne lieu à l'application d'une pénalité de 50% constatée par l'Inspecteur des impôts (Ord. 01/98/PR).

Les personnes physiques exploitantes de taxis, de taxis-bus, d'autobus, de camionnettes et de camions sont assujetties à une patente annuelle exigible avant le 31 mars de chaque année. Le tarif annuel, qui tient compte des taxes sur le chiffre d'affaires, est fixé à l'annexe du tableau A (Loi 25/88).

Les colporteurs, les marchands ambulants, les patentés dont la profession n'est pas exercée à demeure fixe, ainsi que les patentés de 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> classe du tableau A sont tenus de payer d'avance en une seule fois les droits dont ils sont redevables, avant le 31 janvier.

L'établissement de la patente pour les entreprises soumises au régime du forfait ou au régime réel ou simplifié est subordonné à la présentation de la quittance du règlement exigible au cours de l'exercice précédent (Loi 5/93).

En cas de non-paiement de la patente dans les conditions et délais ci-dessus, il peut être procédé, après mise en demeure, à la saisie et au séquestre, aux frais des contribuables, des marchandises par eux mises en vente et des instruments servant à l'exercice de leur profession, à moins qu'ils ne donnent caution suffisante jusqu'au paiement desdites côtes».

« Article 267 bis nouveau :

La patente de transport de personnes ou de biens par taxi, taxi-bus, autobus, camion et camionnette dans des villes ayant plusieurs communes est délivrée exclusivement par le service des impôts de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. La patente délivrée est valable pour l'ensemble des communes de la ville.

Le produit de la patente visée au présent article est réparti entre les communes concernées suivant un quota fixé par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et le Ministre chargé des collectivités locales.

## B – TITRE II :

### IMPOTS SUR LA PROPRIETE

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Contribution foncière des propriétés bâties

#### Section VII

#### Calcul de l'Impôt

« Article 301 nouveau :

Pour le calcul de la contribution foncière des propriétés bâties, il est fait application, au revenu net imposable, du taux fixé conformément aux dispositions de la loi n° 48/63 du 2 décembre 1963.

Le montant des impositions est arrondi à la dizaine de francs la plus voisine.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le débiteur de la contribution foncière passible de l'impôt sur les sociétés, est tenu de verser un montant égal à 100% de la contribution payée l'année précédente. Le versement effectué sans avertissement avant le 31 mars, est accompagné d'un bordereau de versement établi en trois exemplaires et fourni par l'Administration.

Un exemplaire du bordereau est rendu, accompagné d'une quittance, à la partie versante par la Recette des Impôts.

Le deuxième exemplaire est adressé au comptable du Trésor en appui à sa comptabilité.

Le troisième exemplaire est conservé par le Receveur des Impôts.

Le retard dans le paiement ou le défaut de versement dûment constaté par l'inspecteur des impôts donne lieu à l'application d'une pénalité de 50% constatée par le service chargé de l'assiette (Ord. 01/98/PR). »

**Chapitre 2.**  
**Contribution foncière des propriétés non bâties**

**Section VII :**  
**Calcul de l'impôt**

**« Article 317 nouveau :**

Pour le calcul de la contribution foncière des propriétés non bâties, il est fait application au revenu net imposable du taux fixé conformément aux dispositions de la loi n° 48/63 du 2 décembre 1963.

Le montant des impositions est arrondi à la dizaine de francs la plus voisine.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le débiteur de la contribution foncière passible de l'impôt sur les sociétés, est tenu de verser un montant égal à 100% de la contribution payée l'année précédente. Le versement, effectué sans avertissement avant le 31 mars est accompagné d'un bordereau de versement établi en trois exemplaires et fourni par l'Administration.

Un exemplaire du bordereau est rendu, accompagné d'une quittance, à la partie versante par la Recette des Impôts.

Le deuxième exemplaire est adressé au comptable du Trésor en appui à sa comptabilité.

Le troisième exemplaire est conservé par le Receveur des Impôts.

Le retard dans le paiement ou le défaut de versement dûment constaté par le service chargé de l'assiette donne lieu à l'application d'une pénalité de 50% (Ord. 01/98/PR). »

**C – TITRE III :**


**TAXES PERSONNELLES**

**Chapitre 3.**  
**Taxes complémentaires sur les traitements publics et privés,**  
**les indemnités et émoluments, les salaires**

**Section III :**  
**Rôles, recouvrement, contentieux**

**« Article 382 nouveau :**

La taxe est établie et approuvée, son recouvrement en est poursuivi et son contentieux jugé comme en matière de Contributions Directes et Indirectes.

Le produit de la taxe est affecté à 100% au Fond d'Entretien Routier (FER). » 

**BAREME DE L'IMPOT SUR LE REVENU  
DES PERSONNES PHYSIQUES**

Nouveau barème applicable aux revenus imposables en 2001		
QUOTIENT		EXPRESSION DE K
Entre	et	
-	1 200 000	0% X Q
1 200 001	1 500 000	5% X Q - 60 000
1 500 001	1 920 000	10% X Q - 135 000
1 920 001	2 700 000	15% X Q - 231 000
2 700 001	3 600 000	20% X Q - 366 000
3 600 001	5 160 000	25% X Q - 546 000
5 160 001	7 500 000	30% X Q - 804 000
7 500 001	11 000 000	35% X Q - 1 179 000
11 000 001	15 000 000	40% X Q - 1 729 000
15 000 001	22 000 000	45% X Q - 2 479 000
plus de 22 000 000		50% X Q - 3 579 000

**TITRE III :  
DISPOSITIONS DOUANIERES**

**Article 9.** – Par dérogation à l'article 136 du code des Douanes de la CEMAC, les droits et taxes liquidés par l'Administration des Douanes sont désormais payables par crédit d'enlèvement agréé par le Trésorier-Payeur Général et garanti par les banques commerciales.

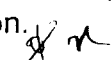
**Article 10.** – Les commissionnaires en douane agréés sont tenus de souscrire, par circonscription douanière, un crédit d'enlèvement agréé par le Trésorier-Payeur Général et garanti par les banques commerciales en application de l'article 141 du Code des Douanes de la CEMAC.

Les autres personnes morales qui accomplissent des opérations de dédouanement sont tenues de souscrire un crédit d'enlèvement agréé par le Trésorier-Payeur Général et garanti par une banque commerciale.

**Article 11.** – Par dérogation à l'article 113 du Code des Douanes de la CEMAC, les propriétaires de marchandises sont désormais tenus de passer par un commissionnaire en douane agréé pour leurs opérations de douane.

**Article 12.** – La caution prévue à l'article 6 de l'Acte n°31/81 CD-1220 portant modification de l'Acte n°114/69-CD-769 fixant le statut des commissionnaires en douane agréés est désormais portée, avec effet rétroactif, à vingt cinq millions (25.000.000) de francs cfa.

**Article 13.** – Les dispositions du décret n°224/PM/MBT du 28 novembre 1960 soumettant les opérations de contrôle des instruments de mesure à la perception d'une taxe sont modifiées et complétées comme suit :

« Les opérations de vérification primitive et des travaux spéciaux (étalonnage, jaugeage, barémage) effectués par la Direction Technique des Instruments de mesure donnent lieu à la perception d'une taxe dont les taux sont fixés et modifiés par arrêté du Ministre de l'Economie des Finances, du Budget et de la Privatisation. 

La taxe de vérification primitive et des travaux spéciaux est liquidée par la Direction Technique des Instruments de mesure et recouvrée par les services compétents dans les produits divers, au compte du budget de l'Etat ».

#### TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

**Article 14.** –A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et ce, sur toute l'étendu du territoire national, les amendes et autres droits infligés aux commerçants, usagers de la route ainsi qu'à toute personne pour manquement aux obligations découlant de l'application des lois, décrets et arrêtés de l'Etat et ses démembrements ou des collectivités locales sont payés par les redevables exclusivement auprès du comptable du Trésor habilité.

Toute autre disposition contraire antérieure est nulle et de nul effet.

Les arrêtés du Ministre chargé des finances déterminent les modalités de mesures conservatoires de rétention de documents personnels ou professionnels et fermeture temporaire d'établissements commerciaux.

**Article 15.** – La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, et exécutée comme loi de L'Etat.

Fait à Libreville, le **31 DEC. 2001**

Le Président de la République,  
Chef de l'Etat ;



Le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement ;

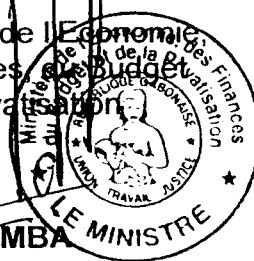
**Jean-François NTOUTOUME-EMANE**

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Planification,  
de la Programmation du Développement  
et de l'Aménagement du Territoire



**GASIMIR OYE MBA**

Le Ministre de l'Economie,  
des Finances, du Budget  
et de la Privatization ;



**EMILE DOUMBA**





**ANNEXES A LA LOI DE FINANCES**



**ANNEXE N° 1: RESSOURCES DE L'ETAT**  
(en millions de F. cfa)

NATURE DES RESSOURCES	LFI 2001	LFR 2001	Variation
<b>PARTIE I : RESSOURCES PROPRES</b>	<b>1 148 143</b>	<b>1 212 800</b>	<b>64 657</b>
dont pétrole	760 000	790 000	30 000
<b>Titre 1 : Recettes fiscales</b>	<b>842 143</b>	<b>857 700</b>	<b>15 557</b>
Impôt sur le revenu	558 450	548 800	-9 650
dont pétrole	470 000	452 500	-17 500
Droits et taxes sur la propriété	2 550	1 500	-1 050
Taxes sur les biens et services	78 000	90 400	12 400
Droits et taxes de douanes	203 143	216 000	12 857
Autres taxes	0	1 000	1 000
<b>Titre 2 : Revenus du domaine et des participations financières</b>	<b>296 000</b>	<b>344 500</b>	<b>48 500</b>
Pétrole	290 000	337 500	47 500
Autres	6 000	7 000	1 000
<b>Titre 3 : Recettes diverses</b>	<b>10 000</b>	<b>10 600</b>	<b>600</b>
Recettes des régies	4 800	4 900	100
Amendes, confiscations et saisies	700	700	0
Produits divers	4 500	5 000	500
Dons	0	0	0
Cession d'actifs	0	0	0
<b>PARTIE II : RESSOURCES D'EMPRUNTS</b>	<b>77 000</b>	<b>143 862</b>	<b>66 862</b>
<b>Titre 4 : Emprunts liés aux dépenses</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>
Emprunts liés aux investissements	20 000	20 000	0
<b>Titre 5 : Emprunts d'équilibre</b>	<b>57 000</b>	<b>123 862</b>	<b>66 862</b>
Banque centrale et FMI	0	86 500	86 500
Financement d'équilibre	0	0	0
Emprunts locaux	0	0	0
Arriérés intérieurs (variation)	0	11 062	11 062
Privatisation	40 000	3 400	-36 600
Restructuration de la dette	17 000	17 000	0
<i>Rééchelonnement</i>	0	0	0
<i>Aménagement</i>	0	0	0
<i>Annulation</i>	17 000	17 000	0
Opération de trésorerie		5 900	5 900
<b>Total Ressources</b>	<b>1 225 143</b>	<b>1 356 662</b>	<b>131 519</b>

**ANNEXE N° 2: CHARGES DE L'ETAT**  
(en millions de F. cfa)

NATURE DES CHARGES	LFI 2001	LFR 2001	ECART
<b>PARTIE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>595 143</b>	<b>722 562</b>	<b>127 419</b>
<b>Titre 1 : Service de la dette</b>	<b>595 143</b>	<b>722 562</b>	<b>127 419</b>
<b>Extérieure</b>	<b>333 400</b>	<b>563 181</b>	<b>229 781</b>
Intérêts	143 000	247 225	104 225
Principal	190 400	315 956	125 556
Arriérés	0	0	0
<b>Intérieure</b>	<b>261 743</b>	<b>159 381</b>	<b>-102 362</b>
<b>DGCP</b>	<b>74 993</b>	<b>69 976</b>	<b>-5 017</b>
Intérêts	24 900	13 100	-11 800
Principal	50 093	56 876	6 783
Arriérés	0	0	0
<b>Trésor</b>	<b>156 350</b>	<b>51 830</b>	<b>-104 520</b>
BEAC (agios)	4 388	9 611	5 223
Intérêts sur tirages FMI	4 972	11 626	6 654
Intérêts sur bons d'équipement	3 900	2 493	-1 407
Intérêt sur avance/pétroliers		0	0
Remboursement		0	0
avances/pétroliers		0	-35 000
BEAC (principal)	35 000	0	15 100
Banques commerciales	0	15 100	15 100
Instances	108 090	0	-108 090
Autres opérations de trésorerie	0	13 000	13 000
<i>dont</i>			
<i>Correspondants</i>	0	10 000	10 000
<i>Collectivités locales</i>	0	3 000	3 000
<b>Autres</b>	<b>30 400</b>	<b>37 575</b>	<b>7 175</b>
Dettes aux agents de l'Etat			
(Rappels)	12 000	12 000	0
dettes ciment du Gabon	0	0	0
Indemnisation sinistrés 93-94		1 700	1 700
Restructuration des entreprises	13 400	18 875	5 475
Dette		10 375	10 375
Plans sociaux		8 500	8 500
Divers	5 000	5 000	0
<b>PARTIE II : FONCTIONNEMENT</b>	<b>455 000</b>	<b>474 600</b>	<b>19 600</b>
<b>Titre 2 : Personnel permanent</b>	198 500	198 500	0
<b>Titre 3 : Main d'oeuvre non permanente</b>	19 400	19 400	0
<b>Titre 4 : Biens &amp; services</b>	128 600	133 600	5 000
<b>Titre 5 : Transferts et interventions</b>	108 500	123 100	14 600

**ANNEXE N° 2: CHARGES DE L'ETAT SUITE ET FIN**  
(en millions de F. cfa)

NATURE DES CHARGES	LFI 2001	LFR 2001	ECART
<b>PARTIE III : INVESTISSEMENTS</b>	<b>150 000</b>	<b>125 000</b>	<b>-25 000</b>
<b>Titre 6 : Dépenses de développement</b>	120 000	105 000	-15 000
<i>dont reports</i>	0	20 000	20 000
<b>Titre 7 : Dépenses d'équipements</b>	30 000	20 000	-10 000
<b>PARTIE IV : PRETS ET AVANCES</b>	<b>25 000</b>	<b>34 500</b>	<b>9 500</b>
<b>Titre 8 : Prêts et avances</b>	<b>25 000</b>	<b>34 500</b>	<b>9 500</b>
Avances aux agents de l'Etat (VTR)			
Avances à l'économie	10 000	34 500	24 500
Prêts à la consommation (Av S)			
Règlements correspondants			
Fonds de réserves pour les générations futures			
Incitation aux départs volontaires	15 000	0	-15 000
<b>Total Charges</b>	<b>1 225 143</b>	<b>1 356 662</b>	<b>131 519</b>

34 500  
1.322.162.000

**ANNEXE N° 3: BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES**  
(en millions de F. cfa)

Article	Nature de la recette	LFI 2001	LFR 2001	Ecart
<b>I. Recettes fiscales</b>				
<b>11.00</b>	<b>Impôts sur le revenu et les bénéfices</b>	<b>558 450</b>	<b>548 800</b>	<b>-9 650</b>
<b>11.10</b>	<b>Impôts sur les sociétés</b>	<b>525 050</b>	<b>509 900</b>	<b>-15 150</b>
11.12	Sociétés pétrolières	470 000	452 500	-17 500
11.11	Autres sociétés	51 150	52 600	1 450
11.13	Sociétés minières	3 000	2 000	-1 000
11.14	Retenues à la source	900	2 800	1 900
<b>11.20</b>	<b>Impôts sur les personnes</b>	<b>27 600</b>	<b>32 100</b>	<b>4 500</b>
11.21	Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 400	4 350	2 950
11.22	Acomptes versés par les salariés	18 000	18 500	500
11.23	Taxe complémentaire sur les salaires	7 800	8 500	700
11.24	Impôts forfaitaires sur le revenu	400	750	350
<b>11.30</b>	<b>Impôts sur le revenu des valeurs mobilières</b>	<b>5 000</b>	<b>6 000</b>	<b>1 000</b>
<b>11.90</b>	<b>Pénalités sur le revenu et les bénéfices</b>	<b>800</b>	<b>800</b>	<b>0</b>
<b>12.20</b>	<b>Versements forfaitaire sur les salaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>13.00</b>	<b>Droits et taxes sur la propriété</b>	<b>2 550</b>	<b>1 500</b>	<b>-1 050</b>
13.11	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	500	0	-500
13.12	Taxes sur les biens de main morte	50	50	0
13.14	Droits de mutation	2 000	1 450	-550
<b>14.00</b>	<b>Taxes sur les biens et services</b>	<b>78 000</b>	<b>90 400</b>	<b>12 400</b>
14.21	Taxes sur la valeur ajoutée	65 000	78 200	13 200
14.22	Taxe sur les opérations financières	300	400	100
14.24	Droits d'accises	3 500	3 200	-300
14.30	Taxes sur les assurances	3 000	2 800	-200
14.40	Taxes sur les loyers	2 500	2 300	-200
14.50	Taxes sur les produits raffinés	3 700	3 500	-200
14.60				
<b>15.00</b>	<b>Droits et taxes de douanes</b>	<b>203 143</b>	<b>216 000</b>	<b>12 857</b>
15.10	Droits et taxes à l'importation	167 672	183 600	15 928
15.20	Droits et taxes à l'exportation	35 471	32 400	-3 071
<b>19.00</b>	<b>Autres taxes</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>
<b>Total recettes fiscales</b>		<b>842 143</b>	<b>857 700</b>	<b>15 557</b>

**ANNEXE N° 3: SUITE ET FIN : BUDGET DEVELOPPE  
DES RECETTES (en millions de F. cfa)**

Article	Nature de la recette	LFI 2001	LFR 2001	Ecart
<b>II. Recettes non fiscales</b>				
<b>20.00</b>	<b>Recettes du domaine public</b>	<b>248 400</b>	<b>278 600</b>	<b>30 200</b>
22.10	Revenus du domaine foncier	700	700	0
22.22	Revenus du domaine forestier	2 500	3 500	1 000
<b>22.30</b>	<b>Recettes du domaine pétrolier</b>	<b>243 200</b>	<b>272 400</b>	<b>29 200</b>
22.31	<i>Redevance pétrolière</i>	<i>230 000</i>	<i>195 800</i>	<i>-34 200</i>
22.32	<i>Contrat de partage</i>	<i>12 000</i>	<i>75 200</i>	<i>63 200</i>
22.33	<i>Redevance supercificiaire</i>	<i>550</i>	<i>600</i>	<i>50</i>
22.34	<i>Boni sur attribution de permis</i>	<i>650</i>	<i>800</i>	<i>150</i>
22.40	Revenus du domaine minier	2 000	2 000	0
<b>22.50</b>	<b>Revenus des participations</b>	<b>47 600</b>	<b>65 900</b>	<b>18 300</b>
22.51	Participations dans les sociétés pétrolières	46 800	65 100	18 300
22.52	Participations dans les autres sociétés	800	800	0
<b>30.00</b>	<b>Autres recettes</b>	<b>10 000</b>	<b>10 600</b>	<b>600</b>
31.00	Recettes de régies	4 800	4 900	100
32.00	Amendes, confiscations et saisies	700	700	0
33.00	Recettes diverses	4 500	5 000	500
34.00	Dons	0	0	0
35.00	Cessions d'actifs	0	0	0
<b>Total recettes non fiscales</b>		<b>306 000</b>	<b>355 100</b>	<b>49 100</b>
<b>TOTAL RECETTES PROPRES</b>		<b>1 148 143</b>	<b>1 212 800</b>	<b>64 657</b>

**ANNEXE N° 4: RECETTES HORS PETROLE**  
(en millions de F. cfa)

	LFI 2001	LFR 2001	ECART
<b>TOTAL</b>	<b>388 143</b>	<b>422 800</b>	<b>34 657</b>
<b>Impôts &amp; taxes indirects</b>	<b>78 000</b>	<b>90 400</b>	<b>12 400</b>
<i>Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>	65 000	78 200	13 200
<i>Taxe/Opérations Financières</i>	300	400	100
<i>Droits Accises</i>	3 500	3 200	-300
<i>Taxe/Assurances</i>	3 000	2 800	-200
<i>Taxe /Loyers</i>	2 500	2 300	-200
<i>Taxe/Produits Raffinés</i>	3 700	3 500	-200
<i>Autres taxes sur biens et services</i>	0	0	0
<b>Impôts &amp; taxes directs</b>	<b>97 000</b>	<b>105 800</b>	<b>8 800</b>
<i>Impôt/Sociétés Hors Pétrole</i>	55 050	57 400	2 350
Autres sociétés	51 150	52 600	1 450
Sociétés minières	3 000	2 000	-1 000
Retenues à la source	900	2 800	1 900
<i>Impôt/Personnes</i>	27 600	32 100	4 500
IRPP	1 400	4 350	2 950
Acomptes Versés Salaires	18 000	18 500	500
Taxe complémentaire	7 800	8 500	700
Impôts forfaitaires sur le revenu	400	750	350
<i>Impôt/Revenu Valeurs Mobilières</i>	5 000	6 000	1 000
<i>Pénalités/Revenus &amp; Bénéfices</i>	800	800	0
<i>Revenu des domaines</i>	5 200	6 200	1 000
Revenus domaine foncier	700	700	0
Revenus domaine forestier	2 500	3 500	1 000
Revenus domaine minier	2 000	2 000	0
<i>Versements Forfaitaires</i>	0	0	0
<i>D&amp;T sur la propriété</i>	2 550	1 500	-1 050
Taxes sur les terrains & valeurs locatives	500	0	-500
Taxes sur les biens de main morte	50	50	0
Droits de mutation	2 000	1 450	-550
<i>Participations dans les autres sociétés</i>	800	800	0
<i>Autres taxes</i>	0	1 000	1 000
<b>Douanes</b>	<b>203 143</b>	<b>216 000</b>	<b>12 857</b>
<i>Droits &amp; Taxes à l'Importation</i>	167 672	183 600	15 928
<i>Droits &amp; Taxes à l'Exportation</i>	35 471	32 400	-3 071
<b>Recettes diverses</b>	<b>10 000</b>	<b>10 600</b>	<b>600</b>
<i>Cessions d'actifs</i>	0	0	0
<i>Recettes régies</i>	4 800	4 900	100
<i>Amendes, confiscations et saisies</i>	700	700	0
<i>Dons</i>	0	0	0
<i>Autres recettes</i>	4 500	5 000	500



**ANNEXE N°5: TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**  
(en millions de F. cfa)

	<b>LFI 2001</b>	<b>LFR 2001</b>
<b>Recettes Totales</b>	<b>1 148 143</b>	<b>1 212 800</b>
Recettes fiscales	842 143	857 700
Recettes non fiscales	306 000	355 100
<b>Dépenses Totales</b>	<b>786 160</b>	<b>918 155</b>
<b>Dépenses totales hors paiements d'intérêts</b>	<b>605 000</b>	<b>634 100</b>
Dépenses fonctionnement	455 000	474 600
Investissement de l'ETAT	150 000	125 000
Paiements d'intérêts de l'Etat	181 160	284 055
<i>Extérieures</i>		247 225
<i>Intérieures</i>		36 830
Prêts nets		34 500
<b>Solde Primaire</b>	<b>543 143</b>	<b>578 700</b>
<b>Solde Budgétaire</b>	<b>361 983</b>	<b>294 645</b>
<b>Variation des arriérés</b>	<b>-108 090</b>	<b>9 362</b>
<i>Extérieures</i>		0
<i>Intérieures</i>	-108 090	9 362
Trésor ( instances)	-108 090	11 062
Indemnisation sinistrés		-1 700
<b>Solde globale (Base caisse)</b>	<b>253 893</b>	<b>304 007</b>
<b>Financement Total</b>	<b>-253 893</b>	<b>-304 007</b>
<b>Extérieur</b>	<b>-153 400</b>	<b>-273 056</b>
<i>Tirages</i>	20 000	20 000
Emprunts liés	20 000	20 000
Emprunts d'équilibre	0	
<i>Amortissements</i>	-190 400	-315 956
<i>Annulation</i>	17 000	17 000
<i>Remboursement espagnol</i>		5 900
<b>Intérieur</b>	<b>-100 493</b>	<b>-30 951</b>
<i>Système bancaire</i>	-35 000	71 400
Banque centrale	-35 000	86 500
Tirage FMI (principal)	0	0
Banques commerciales		-15 100
<i>Système non bancaire</i>	-34 984	-102 351
Dette intérieure	-34 984	-68 876
<i>Dette DGCP</i>		-56 876
<i>Rappels sur solde</i>		-12 000
Privatisation	-13 400	-15 475
<i>Produits</i>		3 400
<i>Restructuration des E/ses</i>	-13 400	-18 875
Incitations aux départs volontaires	-15 000	0
Autres	-17 000	-18 000
<i>Divers</i>		-5 000
<i>Autres opérations de trésorerie</i>		-13 000
Correspondants		-10 000
Collectivités		-3 000
<b>GAP DE FINANCEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



***DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION,  
REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS***



# I - LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2001

## ANNEXE N° 1: PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE (en F. cfa)

TITRE I : SERVICE DE LA DETTE	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
<b>SECTION: DEPENSES COMMUNES</b>				
<b>COMPTABILITE PUBLIQUE</b>	<b>1 433 945 000 000</b>	<b>911 458 000 000</b>	<b>408 393 000 000</b>	<b>633 157 000 000</b>
dont dette extérieure:	812 071 000 000	795 130 000 000	333 400 000 000	563 181 000 000
Intérêts	137 098 000 000	137 098 000 000	143 000 000 000	247 225 000 000
Principal	200 773 000 000	200 773 000 000	190 400 000 000	315 956 000 000
Arriérés	474 200 000 000	457 259 000 000	0	0
dont dette intérieure:	621 874 000 000	116 328 000 000	74 993 000 000	69 976 000 000
Intérêts	10 343 000 000	9 547 000 000	24 900 000 000	13 100 000 000
Principal	58 331 000 000	88 555 000 000	50 093 000 000	56 876 000 000
Arriérés	553 200 000 000	18 226 000 000	0	0
<b>TRESOR</b>	<b>23 000 000 000</b>	<b>234 640 000 000</b>	<b>156 350 000 000</b>	<b>51 830 000 000</b>
BEAC	14 200 000 000	14 200 000 000	34 846 000 000	9 611 000 000
Intérêts sur tirages FMI	8 800 000 000	8 800 000 000	9 514 000 000	11 626 000 000
Intérêts sur bons d'équipement	0	0	3 900 000 000	2 493 000 000
Banques commerciales	0	0	0	15 100 000 000
Instances	0	211 640 000 000	108 090 000 000	0
Autres opérations de trésorerie	0	0	0	13 000 000 000
<b>AUTRES</b>	<b>40 951 000 000</b>	<b>40 951 000 000</b>	<b>30 400 000 000</b>	<b>37 575 000 000</b>
Dette aux agents de l'Etat (rappels)	20 000 000 000	20 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
Indemnisation sinistrés 93-94	5 951 000 000	5 951 000 000	0	1 700 000 000
Restructuration des entreprises	10 000 000 000	10 000 000 000	13 400 000 000	18 875 000 000
Divers	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 497 896 000 000</b>	<b>1 187 049 000 000</b>	<b>595 143 000 000</b>	<b>722 562 000 000</b>

**ANNEXE N°2: PARTIE II – FONCTIONNEMENT**

**Titre 2: Solde permanente**

*(en F cfa)*

<b>SECTIONS</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LFR 2000</b>	<b>LF 2001</b>	<b>LFR 2001</b>
<b>DEPENSES COMMUNES</b>	3 375 000 000	7 950 200 000	7 950 200 000	7 950 200 000
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	15 771 000 000	16 472 000 000	16 481 600 000	16 481 600 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 473 000 000	6 597 000 000	6 600 600 000	6 600 600 000
PARLEMENT	4 900 000 000	5 100 000 000	5 106 000 000	5 106 000 000
HAUTES JURIDICTIONS	230 000 000	249 000 000	249 000 000	249 000 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	962 000 000	1 010 000 000	1 010 000 000	1 010 000 000
PRIMATURE	1 525 000 000	1 525 000 000	1 525 000 000	1 525 000 000
CABINETS POLITIQUES	1 681 000 000	1 991 000 000	1 991 000 000	1 991 000 000
<b>ADMINISTRATIONS DE SOUVERAINETE</b>	<b>10 291 000 000</b>	<b>10 529 600 000</b>	<b>10 540 600 000</b>	<b>10 540 600 000</b>
RELATIONS AVEC INSTITUTIONS CONSTI-	70 000 000	73 600 000	73 600 000	73 600 000
JUSTICE	5 294 000 000	5 294 000 000	5 294 000 000	5 294 000 000
CONTROLE D'ETAT	247 000 000	247 000 000	247 000 000	247 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	4 680 000 000	4 915 000 000	4 926 000 000	4 926 000 000
<b>DEFENSE</b>	<b>39 020 000 000</b>	<b>40 833 000 000</b>	<b>41 190 000 000</b>	<b>41 190 000 000</b>
DEFENSE NATIONALE	30 433 000 000	31 932 000 000	32 289 000 000	32 289 000 000
GARDE REPUBLICAINE	7 469 000 000	7 721 000 000	7 721 000 000	7 721 000 000
SECURITE MOBILE	1 118 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000	1 180 000 000
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>22 023 000 000</b>	<b>22 371 000 000</b>	<b>22 375 400 000</b>	<b>22 375 400 000</b>
FONCTION PUBLIQUE	2 771 000 000	2 771 000 000	2 772 400 000	2 772 400 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	4 044 000 000	4 044 000 000	4 047 000 000	4 047 000 000
COMMUNICATION	3 347 000 000	3 380 000 000	3 380 000 000	3 380 000 000
POLICE NATIONALE	9 430 000 000	9 430 000 000	9 430 000 000	9 430 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	2 431 000 000	2 746 000 000	2 746 000 000	2 746 000 000
<b>ADMINISTRATION ECONOMIQUE</b>	<b>13 384 000 000</b>	<b>14 379 000 000</b>	<b>14 391 000 000</b>	<b>14 391 000 000</b>
FINANCES & BUDGET	9 504 000 000	10 275 000 000	10 287 000 000	10 287 000 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	297 000 000	297 000 000	297 000 000	297 000 000
PLANIFICATION	1 696 000 000	1 808 000 000	1 808 000 000	1 808 000 000
<b>ECONOMIE</b>	<b>394 000 000</b>	<b>434 000 000</b>	<b>434 000 000</b>	<b>434 000 000</b>

**Titre 2: Solde permanente (suite)**

<b>SECTIONS</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LF 2001</b>	<b>LF 2001</b>
COMMERCE, CONSOMMATION & IND-	907 000 000	975 000 000	975 000 000	975 000 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT*NATURE	108 000 000	108 000 000	108 000 000	108 000 000
CADASTRE	433 000 000	437 000 000	437 000 000	437 000 000
PARTICIPATIONS	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000
<b>ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT</b>	<b>8 271 000 000</b>	<b>8 553 000 000</b>	<b>8 564 000 000</b>	<b>8 564 000 000</b>
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	1 745 000 000	1 847 000 000	1 847 000 000	1 847 000 000
Eaux et forêts et pêche	1 797 000 000	1 797 000 000	1 806 700 000	1 806 700 000
MINES	1 414 000 000	1 483 000 000	1 483 000 000	1 483 000 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 221 000 000	2 271 000 000	2 272 300 000	2 272 300 000
HABITAT ET LOGEMENT	809 000 000	868 000 000	868 000 000	868 000 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQ	185 000 000	187 000 000	187 000 000	187 000 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
<b>ADMINISTRATION DES TRANSPORTS</b>	<b>2 147 000 000</b>	<b>2 217 000 000</b>	<b>2 220 700 000</b>	<b>2 220 700 000</b>
TRANSPORTS	304 000 000	304 000 000	307 700 000	307 700 000
AVIATION CIVILE	962 000 000	996 000 000	996 000 000	996 000 000
TOURISME ET LOISIRS	371 000 000	371 000 000	371 000 000	371 000 000
MARINE MARCHANDE	510 000 000	546 000 000	546 000 000	546 000 000
<b>ADMINISTRATION DE L' EDUCATION</b>	<b>54 949 000 000</b>	<b>58 176 700 000</b>	<b>58 424 700 000</b>	<b>58 424 700 000</b>
EDUCATION NATIONALE	46 277 000 000	49 366 000 000	49 590 000 000	49 590 000 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	187 000 000	201 700 000	201 700 000	201 700 000
JEUNESSE ET SPORTS	1 260 000 000	1 317 000 000	1 317 000 000	1 317 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 199 000 000	5 199 000 000	5 223 000 000	5 223 000 000
CULTURE ET ARTS	1 213 000 000	1 213 000 000	1 213 000 000	1 213 000 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	444 000 000	477 000 000	477 000 000	477 000 000
EDUCATION POPULAIRE	369 000 000	403 000 000	403 000 000	403 000 000
<b>ADMINISTRATIONS SOCIALES</b>	<b>16 269 000 000</b>	<b>16 318 500 000</b>	<b>16 361 800 000</b>	<b>16 361 800 000</b>
SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	12 982 000 000	12 982 000 000	12 982 000 000	12 982 000 000
TRAVAIL ET EMPLOI	1 127 000 000	1 127 000 000	1 130 300 000	1 130 300 000
AFFAIRES SOCIALES	1 932 000 000	1 974 000 000	2 014 000 000	2 014 000 000

**Titre 2: Solde permanente (suite et fin)**

<b>SECTIONS</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LFR 2000</b>	<b>LF 2001</b>	<b>LFR 2001</b>
PROMOTION FEMININE	60 000 000	67 500 000	67 500 000	67 500 000
RESSOURCES HUMAINES	168 000 000	168 000 000	168 000 000	168 000 000
<b>TOTAL titre 2</b>	<b>185 500 000 000</b>	<b>197 800 000 000</b>	<b>198 500 000 000</b>	<b>198 500 000 000</b>



**Titre 3: Main d'œuvre non permanente**

(en F cfa)

	SECTIONS	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
00	DEPENSES COMMUNES	1 220 315 697	928 089 080	1 171 489 788	1 171 489 788
11	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	556 852 000	556 852 000	589 322 000	589 322 000
12	ASSEMBLEE NATIONALE	2 256 227 000	2 256 227 000	4 000 807 000	4 000 807 000
13	HAUTES JURIDICTIONS	25 410 480	25 410 480	42 125 000	42 125 000
14	COUR CONSTITUTIONNELLE	93 202 000	93 202 000	642 890 000	642 890 000
15	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	479 889 228	479 889 228	55 210 000	55 210 000
16	CONSEIL NATIONAL COMMUNICATION	68 718 000	68 718 000	0	0
17	CABINETS POLITIQUES	65 472 000	65 472 000	67 584 000	67 584 000
18	PRIMATURE	58 901 616	58 901 616	0	0
19	SENAT	1 744 580 000	1 744 580 000	0	0
20	VICE PRESIDENCE REPUBLIQUE	38 490 000	38 490 000	0	0
21	RELATIONS AVEC LES INSTITUTS CONSTITUTIONNELLES	8 586 000	8 586 000	8 586 000	8 586 000
22	JUSTICE	109 635 584	109 635 584	104 631 500	104 631 500
23	CONTROLE D'ETAT	15 660 000	15 660 000	14 484 000	14 484 000
25	AFFAIRES ETRANGERES	2 392 928 904	2 392 928 904	2 391 402 100	2 391 402 100
31	DEFENSE NATIONALE	300 935 611	300 935 611	277 108 631	277 108 631
33	SECURITE MOBILE	5 064 840	5 064 840	5 065 000	5 065 000
34	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
41	FONCTION PUBLIQUE	58 410 000	58 410 000	58 290 000	58 290 000
42	INTERIEUR ET DECENTRALISATION	407 335 000	407 335 000	405 427 000	405 427 000
43	COMMUNICATION	241 737 580	241 737 580	234 982 000	234 982 000
44	POLICE NATIONALE	59 306 400	59 306 400	59 393 000	59 393 000
51	FINANCES & BUDGET	696 073 671	696 073 671	708 148 996	708 148 996
52	PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	17 474 400	17 474 400	17 111 000	17 111 000
53	PLANIFICATION	92 058 000	92 058 000	94 200 000	94 200 000
54	ECONOMIE	55 021 600	55 021 600	54 602 000	54 602 000
55	COMMERCE, CONSOMMATION & INDUSTRIE	75 232 320	75 232 320	71 135 000	71 135 000
56	ENVIRONNEMENT & PROTECTION NATURE	4 020 000	4 020 000	4 020 000	4 020 000

**Titre 3: Main d'œuvre non permanente**

(suite et fin)

	SECTIONS	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
57	CADASTRE	160 488 456	160 488 456	157 606 000	157 606 000
58	PARTICIPATIONS	1 038 000	1 038 000	1 038 000	1 038 000
61	AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	373 615 828	373 615 828	373 880 000	373 880 000
62	EAUX ET FORETS ET PECHE	385 049 300	385 049 299	384 627 400	384 627 400
63	MINES	66 859 308	66 859 308	66 860 000	66 860 000
64	EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 314 748 896	2 314 748 896	2 303 571 000	2 303 571 000
65	HABITAT ET LOGEMENT	15 507 960	15 507 960	15 508 000	15 508 000
66	ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQ	13 716 000	13 716 000	15 000 000	15 000 000
67	HYDROCARBURES	136 260 400	136 260 400	133 440 800	133 440 800
68	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	15 918 540	15 918 540	14 839 000	14 839 000
69	URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	86 291 784	86 291 784	85 942 000	85 942 000
71	TRANSPORTS	42 631 200	42 631 200	40 202 000	40 202 000
72	AVIATION CIVILE	32 921 976	32 921 976	32 923 000	32 923 000
73	TOURISME	44 687 400	44 687 400	50 910 000	50 910 000
74	MARINE MARCHANDE	89 995 200	89 995 200	85 325 200	85 325 200
81	EDUCATION NATIONALE	1 165 266 151	1 165 266 151	1 155 453 085	1 155 453 085
82	FORMATION PROFESSIONNELLE	6 384 000	6 384 000	6 384 000	6 384 000
83	JEUNESSE ET SPORTS	69 710 000	69 710 000	70 064 000	70 064 000
84	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	652 743 100	652 743 100	664 974 000	664 974 000
85	CULTURE ET ARTS	34 849 908	34 849 908	34 852 000	34 852 000
87	EDUCATION POPULAIRE	52 207 620	52 207 620	51 200 000	51 200 000
91	SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	2 075 192 168	2 075 192 168	2 082 745 000	2 082 745 000
92	TRAVAIL ET EMPLOI	99 604 652	99 604 652	97 499 000	97 499 000
93	AFFAIRES SOCIALES	340 454 000	340 454 000	334 797 000	334 797 000
94	FAMILLE ET PROMOTION DE LA FEMME	23 788 520	23 788 520	36 443 600	36 443 600
95	SOLIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	5 137 320	5 137 320	9 098 000	9 098 000
96	RESSOURCES HUMAINES	4 176 000	4 176 000	4 803 900	4 803 900
99	OPT	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
<b>TOTAL titre 3</b>		<b>19 468 781 618</b>	<b>19 176 555 000</b>	<b>19 400 000 000</b>	<b>19 400 000 000</b>

**Titre 4: Biens et Services**

(en F cfa)

SECTIONS		LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
00	DEPENSES COMMUNES	50 426 043 441	49 599 043 441	52 277 374 790	57 277 374 790
11	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 733 514 250	3 467 168 250	3 317 000 000	3 317 000 000
12	ASSEMBLEE NATIONALE	4 520 218 000	4 520 218 000	6 422 588 500	6 422 588 500
13	HAUTES JURIDICTIONS	271 268 500	252 911 500	235 000 000	235 000 000
14	COUR CONSTITUTIONNELLE	430 900 000	415 900 000	1 941 798 000	1 941 798 000
15	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	310 610 000	297 610 000	279 000 000	279 000 000
16	CONSEIL NATIONAL COMMUNICATION	363 890 000	348 890 000	327 100 000	327 100 000
18	PRIMATURE	706 209 000	651 212 000	614 000 000	614 000 000
19	SENAT	2 553 177 500	2 553 177 500	0	0
20	VICE PRESIDENCE REPUBLIQUE	137 246 500	125 119 500	0	0
21	RELATIONS AVEC LES INSTITUTS CONSTITUTIONNELLES	21 033 000	19 190 000	18 000 000	18 000 000
22	JUSTICE	529 679 500	521 625 500	490 000 000	490 000 000
23	CONTROLE D'ETAT	54 097 500	51 530 500	48 000 000	48 000 000
24	CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE	38 167 000	34 350 000	32 000 000	32 000 000
25	AFFAIRES ETRANGERES	6 164 103 650	6 116 462 650	4 677 634 194	4 677 634 194
31	DEFENSE NATIONALE	12 341 503 000	11 767 517 000	10 999 999 950	10 999 999 950
32	GARDE REPUBLICAINE	2 221 667 000	2 216 667 000	2 000 000 000	2 000 000 000
33	SECURITE MOBILE	478 483 000	453 313 000	426 000 000	426 000 000
34	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	115 733 000	107 660 000	100 000 000	100 000 000
41	FONCTION PUBLIQUE	332 003 300	313 278 300	294 000 000	294 000 000
42	INTERIEUR ET DECENTRALISATION	709 419 500	697 698 500	655 000 000	655 000 000
43	COMMUNICATION	2 133 577 500	2 060 411 500	1 947 000 000	1 947 000 000
44	POLICE NATIONALE	1 673 739 000	1 637 105 000	1 500 000 000	1 500 000 000
45	SECURITE PENITENTIAIRE	868 198 500	850 521 500	800 000 000	800 000 000
51	FINANCES & BUDGET	2 848 666 054	2 659 136 054	2 590 000 416	2 590 000 416
52	PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	47 324 000	43 999 000	91 807 000	91 807 000
53	PLANIFICATION	302 790 750	283 036 750	270 000 000	270 000 000
54	ECONOMIE	180 666 000	169 348 000	158 000 000	158 000 000

**Titre 4: Biens et Services (suite)**

	<b>SECTIONS</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LFR 2000</b>	<b>LF 2001</b>	<b>LFR 2001</b>
55	COMMERCE, CONSOMMATION & INDUSTRIE	436 354 000	409 861 000	280 780 000	280 780 000
56	ENVIRONNEMENT & PROTECTION NATURE	110 610 500	105 145 500	98 000 000	98 000 000
57	CADASTRE	119 411 000	117 103 000	110 000 000	110 000 000
58	PARTICIPATIONS	2 278 725	2 050 725	1 900 000	1 900 000
61	AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	176 789 640	172 995 640	171 999 994	171 999 994
62	EAUX ET FORETS ET PECHE	440 689 000	416 914 000	392 000 000	392 000 000
63	MINES	92 722 000	83 718 000	78 000 000	78 000 000
64	EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	6 152 305 000	6 328 460 000	6 199 999 996	6 199 999 996
65	HABITAT ET LOGEMENT	135 215 500	128 197 500	120 000 000	120 000 000
66	ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	29 770 000	27 012 000	25 000 000	25 000 000
67	HYDROCARBURES	641 203 500	629 930 500	631 630 000	631 630 000
68	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	9 669 500	8 763 500	8 200 000	8 200 000
69	URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	68 883 500	66 508 500	62 500 000	62 500 000
71	TRANSPORTS	164 680 500	154 446 500	139 750 000	139 750 000
72	AVIATION CIVILE	66 645 500	63 516 500	62 500 000	62 500 000
73	TOURISME	115 577 500	108 612 500	111 469 985	111 469 985
74	MARINE MARCHANDE	162 266 000	156 391 000	149 000 000	149 000 000
81	EDUCATION NATIONALE	8 179 336 000	7 849 381 000	7 303 000 000	7 303 000 000
82	FORMATION PROFESSIONNELLE	10 190 000	9 389 000	18 800 000	18 800 000
83	JEUNESSE ET SPORTS	301 486 540	287 835 540	270 499 965	270 499 965
84	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 863 553 500	4 675 579 500	4 300 000 000	4 300 000 000
85	CULTURE ET ARTS	189 808 000	182 216 000	171 000 000	171 000 000
87	EDUCATION POPULAIRE	46 042 500	44 455 500	41 700 000	41 700 000
88	LOISIRS	3 900 500	3 510 500	13 300 000	13 300 000
91	SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	14 637 740 500	13 849 693 500	13 098 707 225	13 098 707 225
92	TRAVAIL ET EMPLOI	252 510 000	241 538 000	227 000 000	227 000 000
93	AFFAIRES SOCIALES	314 911 250	300 060 250	284 269 992	284 269 992

**Titre 4: Biens et Services (suite et fin)**

	<b>SECTIONS</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LFR 2000</b>	<b>LF 2001</b>	<b>LFR 2001</b>
94	FAMILLE ET PROMOTION DE LA FEMME	88 656 900	85 332 900	123 000 000	123 000 000
95	SOLIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	133 628 000	121 565 000	1 561 689 993	1 561 689 993
96	RESSOURCES HUMAINES	11 902 500	11 116 500	10 000 000	10 000 000
99	OPT	27 334 000	24 600 000	23 000 000	23 000 000
	<b>TOTAL titre 4</b>	<b>132 500 000 000</b>	<b>128 900 000 000</b>	<b>128 600 000 000</b>	<b>133 600 000 000</b>

## Titre 5: Transferts et Interventions

(en F cfa)

	SECTIONS	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
00	DEPENSES COMMUNES	85 859 896 000	97 259 896 000	93 061 123 000	107 661 123 000
11	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	45 194 000	45 194 000	45 194 000	45 194 000
12	ASSEMBLEE NATIONALE	119 775 000	119 775 000	255 455 000	255 455 000
13	HAUTES JURIDICTIONS	3 100 000	3 100 000	8 100 000	8 100 000
14	COUR CONSTITUTIONNELLE	5 000 000	5 000 000	15 000 000	15 000 000
15	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	5 000 000	5 000 000	0	0
19	SENAT	120 680 000	120 680 000	0	0
22	JUSTICE	80 000 000	80 000 000	95 920 000	95 920 000
25	AFFAIRES ETRANGERES	776 460 000	776 460 000	842 260 000	842 260 000
31	DEFENSE NATIONALE	145 000 000	145 000 000	171 095 000	171 095 000
32	GARDE REPUBLICAINE	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
41	FONCTION PUBLIQUE	231 600 000	231 600 000	231 600 000	231 600 000
42	INTERIEUR ET DECENTRALISATION	669 876 000	669 876 000	669 876 000	669 876 000
43	COMMUNICATION	237 042 000	237 042 000	46 000 000	46 000 000
44	POLICE NATIONALE	12 420 000	12 420 000	12 420 000	12 420 000
51	FINANCES & BUDGET	588 000 000	588 000 000	1 943 000 000	1 943 000 000
52	PETITES & MOYENNES ENTREPRISES			300 000 000	300 000 000
53	PLANIFICATION	162 000 000	162 000 000	162 000 000	162 000 000
54	ECONOMIE			500 000 000	500 000 000
55	COMMERCE, CONSOMMAT* & INDUSTRIE	121 800 000	121 800 000	121 800 000	921 800 000
56	ENVIRONNEMENT & PROTECT* NATURE	25 000 000	25 000 000	25 000 000	55 000 000
57	CADASTRE	38 400 000	38 400 000	38 400 000	64 600 000
61	AGRICULTURE, ELEVAGE & DEVELOP	73 700 000	73 700 000	73 700 000	73 700 000
62	Eaux et Forêts et Pêche	21 354 000	21 354 000	21 354 000	74 104 000
65	HABITAT ET LOGEMENT	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
66	ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	19 000 000	19 000 000	19 000 000	36 500 000
67	HYDROCARBURES	18 000 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000
71	TRANSPORTS				1 300 000 000

**Titre 5: Transferts et Interventions (suite)**

	<b>SECTIONS</b>	<b>LF 2000</b>	<b>LFR 2000</b>	<b>LF 2001</b>	<b>LFR 2001</b>
72	AVIATION CIVILE	18 767 000	18 767 000	18 767 000	518 767 000
73	TOURISME	17 353 000	17 353 000	17 353 000	17 353 000
74	MARINE MARCHANDE	50 986 000	50 986 000	50 986 000	50 986 000
81	EDUCATION NATIONALE	918 961 000	918 961 000	918 961 000	1 122 961 000
82	FORMATION PROFESSIONNELLE	100 000 000	100 000 000	100 000 000	600 000 000
83	JEUNESSE ET SPORTS	131 700 000	131 700 000	131 700 000	308 400 000
84	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	18 402 000	18 402 000	18 402 000	44 402 000
85	CULTURE ET ARTS	210 000 000	210 000 000	210 000 000	310 000 000
86	RECHERCHE SCIENTIFIQUE				900 000 000
91	SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	1 094 104 000	1 094 104 000	1 094 104 000	1 607 104 000
92	TRAVAIL ET EMPLOI	28 430 000	28 430 000	128 430 000	480 430 000
93	AFFAIRES SOCIALES	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
94	FAMILLE ET PROMOTION DE LA FEMME				600 000 000
95	SOLIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	5 000 000	5 000 000	5 000 000	500 000 000
96	RESSOURCES HUMAINES				8 850 000
	<b>TOTAL titre 5</b>	<b>92 500 000 000</b>	<b>104 000 000 000</b>	<b>108 500 000 000</b>	<b>123 100 000 000</b>

**ANNEXE N°3: PARTIE III – INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7)**

**Titre 6 : dépenses de développement      Titre 7 : Dépenses d'équipements**

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
00 DEPENSES COMMUNES	600 000 000	600 000 000	2 740 000 000	1 806 000 000
11 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2 450 000 000	2 450 000 000	1 800 000 000	4 819 000 000
12 ASSEMBLEE NATIONALE	3 746 000 000	3 746 000 000	1 800 000 000	1 000 000 000
13 HAUTES JURIDICTIONS	150 000 000	150 000 000	270 000 000	332 000 000
14 COUR CONSTITUTIONNELLE	100 000 000	100 000 000	700 000 000	400 000 000
15 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	100 000 000	100 000 000	400 000 000	200 000 000
16 CONSEIL NATIONAL COMMUNICATION	400 000 000	400 000 000	500 000 000	400 000 000
18 PRIMATURE	580 000 000	580 000 000	750 000 000	425 000 000
19 SENAT	2 600 000 000	2 600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
20 VICE PRESIDENCE REPUBLIQUE RELATIONS AVEC LES INSTITUT*	50 000 000	50 000 000	100 000 000	0
21 CONSTITUTIONNELLES	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
22 JUSTICE	800 000 000	800 000 000	900 000 000	1 070 000 000
25 AFFAIRES ETRANGERES	1 142 000 000	1 142 000 000	2 300 000 000	961 000 000
31 DEFENSE NATIONALE	3 846 000 000	9 846 000 000	9 200 000 000	10 849 000 000
32 GARDE REPUBLICAINE	640 000 000	640 000 000	1 800 000 000	1 105 000 000
33 SECURITE MOBILE	250 000 000	250 000 000	300 000 000	170 000 000
41 FONCTION PUBLIQUE	295 000 000	295 000 000	1 300 000 000	884 000 000
42 INTERIEUR ET DECENTRALISATION	3 523 000 000	3 523 000 000	2 900 000 000	1 740 000 000
43 COMMUNICATION	840 000 000	840 000 000	1 600 000 000	1 163 000 000
44 POLICE NATIONALE	1 550 000 000	1 550 000 000	1 800 000 000	1 052 000 000
45 SECURITE PENITENTIAIRE	500 000 000	500 000 000	900 000 000	676 000 000
51 FINANCES & BUDGET	2 000 000 000	2 200 000 000	4 000 000 000	1 399 000 000
52 PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	390 000 000	390 000 000	900 000 000	400 000 000
53 PLANIFICATION	2 845 000 000	2 845 000 000	2 990 000 000	2 462 000 000
55 COMMERCE, CONSOMMAT* & INDUSTRIE	673 000 000	673 000 000	800 000 000	618 000 000
56 ENVIRONNEMENT & PROTECT* NATURE	90 000 000	90 000 000	320 000 000	200 000 000



**Titre 6 : dépenses de développement**

**Titre 7 : Dépenses d'équipements (suite et fin)**

SECTIONS	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
57 CADASTRE	564 000 000	564 000 000	500 000 000	300 000 000
58 PARTICIPATIONS			1 180 000 000	0
61 AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	3 355 000 000	3 355 000 000	2 450 000 000	1 453 000 000
62 EAUX ET FORETS ET PECHE	4 262 000 000	4 626 000 000	3 887 000 000	2 994 000 000
63 MINES	552 000 000	552 000 000	600 000 000	350 000 000
64 EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	23 488 000 000	34 788 000 000	45 000 000 000	32 778 000 000
65 HABITAT ET LOGEMENT	1 221 000 000	1 221 000 000	1 300 000 000	740 000 000
66 ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	6 780 000 000	8 780 000 000	5 450 000 000	9 002 000 000
67 HYDROCARBURES	300 000 000	300 000 000	300 000 000	156 000 000
68 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	815 000 000	815 000 000	1 350 000 000	923 000 000
69 URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	2 980 000 000	2 980 000 000	2 700 000 000	1 100 000 000
71 TRANSPORTS	480 000 000	480 000 000	3 250 000 000	2 650 000 000
72 AVIATION CIVILE	2 566 000 000	3 066 000 000	6 957 000 000	5 979 000 000
73 TOURISME	535 000 000	535 000 000	1 000 000 000	384 000 000
74 MARINE MARCHANDE	752 000 000	752 000 000	400 000 000	1 910 000 000
81 EDUCATION NATIONALE	7 650 000 000	7 650 000 000	9 176 000 000	8 230 000 000
82 FORMATION PROFESSIONNELLE	1 170 000 000	1 170 000 000	1 800 000 000	893 000 000
83 JEUNESSE ET SPORTS	460 000 000	460 000 000	1 300 000 000	726 000 000
84 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 350 000 000	2 350 000 000	4 400 000 000	2 991 000 000
85 CULTURE ET ARTS	650 000 000	650 000 000	1 600 000 000	960 000 000
86 RECHERCHE SCIENTIFIQUE	125 000 000	125 000 000	400 000 000	435 000 000
91 SANTE PUBLIQUE ET POPULATION	6 906 000 000	6 906 000 000	8 180 000 000	11 614 000 000
92 TRAVAIL ET EMPLOI	265 000 000	265 000 000	500 000 000	270 000 000
93 AFFAIRES SOCIALES	820 000 000	820 000 000	2 700 000 000	1 671 000 000
94 FAMILLE ET PROMOTION DE LA FEMME	380 000 000	380 000 000	500 000 000	310 000 000
<b>TOTAL titres 6 &amp; 7</b>	<b>99 636 000 000</b>	<b>120 000 000 000</b>	<b>150 000 000 000</b>	<b>125 000 000 000</b>

ANNEXE N°4: PARTIE IV – PRETS ET AVANCES (Titre 8)

DEPENSES COMMUNES	LF 2000	LFR 2000	LF 2001	LFR 2001
AVANCES AUX AGENTS DE L'ETAT	0	0	0	0
AVANCES A L'ECONOMIE	0	0	10 000 000 000	34 500 000 000
PRETS A LA CONSOMMATION	0	0	0	0
REGLEMENTS CORRESPONDANTS	0	0	0	0
INCITATION AUX DEPARTS VOLONTAIRES	4 000 000 000	4 000 000 000	15 000 000 000	0
<b>TOTAL titre 8</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>25 000 000 000</b>	<b>34 500 000 000</b>

**I bis – LISTE DES PROJETS AYANT FAIT L'OBJET D'UN REPORT DE L'EXERCICE 2000 A L'EXERCICE 2001**

**INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7) : Liste des projets ayant fait l'objet d'un report de l'exercice 2000 à l'exercice 2001**

N° dossier	Section	Libellé	Projet	Objet de la dépense	Montants engagés
1	005	Charges communes	Equipements cabinets ministériels	Rép. Réfec. Cab. Min Educ Nat	69 500 000
2	005	Charges communes	Equipements cabinets ministériels	Rép. achat véhic Min du Plan	17 900 000
3	005	Charges communes	Equipements cabinets ministériels	Rép. achat véhic Min du Plan	23 500 000
4	005	Charges communes	Autres réfections et équip. Administratifs	Rép. Rempl ascens Min du Plan	33 623 746
5	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép.travaux Réfect° (imm. Protoc)	64 934 940
6	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép.réhab. Ascenseurs à la P.R.	49 797 510
7	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép.travaux. Réfect bur. Adm.	18 972 453
8	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép.travaux. D'aménag. bur. Adm.	5 899 941
9	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép. achat véhicules Présidence	260 000 000
10	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép. achat véhicules Présidence	20 900 000
11	115	Présidence	Présidence: réfection et équipement	Rép. achat véhicules Présidence	26 500 000
12	135	Hautes juridictions	Cour des comptes	Rép. Matériel informatique	17 842 570
13	135	Hautes juridictions	Cour des comptes	Rép. achat véhic Cour des comptes	46 500 000
14	155	Primature	Réfection et équipement	Rép. Réfection	12 353 650
15	155	Primature	Réfection et équipement	Rép. Réfect° bur chef de cabinet	7 005 000
16	155	Primature	Réfection et équipement	Rép. achat véhic Peugeot 607/PM	42 000 000
17	155	Primature	SGG: équipement	Rép. achat équipe. Informatique	10 000 000
18	155	Primature	SGG: équipement	Rép. achat équipe. Informatique	14 012 500
19	155	Primature	SGG: équipement	Rép. Matériel informatique	469 640
20	155	Primature	SGG: équipement	Rép. achat véhicule Primature	15 500 000
21	155	Primature	Publications officielles: réfection/ équipe	Rép. Équipement de bureau	4 999 955
22	225	Justice	Palais justice Tchibanga: Réfect et aménag.	Rép. Travx constr palais Tchibanga	149 990 319
23	255	Affaires étrangères	Matériel info et bureautique Min	Rép. achat matériel informatique	49 977 720
24	315	Défense Nationale	Armée de l'air Révision avions	Rép. Grandes révisions avions	100 000 000
25	315	Défense Nationale	Gendarmerie: équipe bureau et logement	Rép. Réfection log COMChef/GENA	190 594 830
26	315	Défense Nationale	Construction casernes (Wespro)	Rép construction casernes Wespro	6 000 000 000
27	315	Défense Nationale	Véhicule transport défense	Rép. achat véhic Min Défense	23 500 000

N° dossier	Section	Libellé	Projet	Objet de la dépense	Montants engagés
28	415	Fonction publique	Réfection et extension Ministère	Rép .Réfect bât administratif	80 000 000
29	425	Intérieur et Décentralis	Réfection et équipement	Rép. Four. De Mobil/Préf Ntoutm	19 995 242
30	425	Intérieur et Décentralis	Réfection/ Gouvernorat Haut Ogooué	Rép. Véhic Gouvern Haut Ogooué	22 000 000
31	425	Intérieur et Décentralis	Réfection/ Gouvernorat Haut Ogooué	Rép. Véhic Gouvern Haut Ogooué	26 500 000
32	425	Intérieur et Décentralis	Pgm construction 23 ss Préf Ndogou	Rép. Traxv de construction	200 000 000
33	435	Communication	RTG1: Réfect° et équipe stations intérieur	Rép reception tv et radio Mimo	133 000 000
34	455	Sécurité Pénitentiaire	Construction prison Haut Ogooué	Rép construct° prison haut-Ogooué	200 000 000
35	515	Finances	Equipement nouvel immeuble	Rép complètement achat véhi DGCF	8 900 000
36	515	Finances	Réseau d'information	Rép refect réseau Téléphone DGE	30 709 000
37	515	Finances	Réfection et équipement	Rép Travaux de réfection	111 485 152
38	515	Finances	Réfection et équipement	Rép réfect autres bât. administratifs	56 543 523
39	515	Finances	Réfection et équipement	Rép acquisition équipe de bureau	29 980 475
40	535	Planification	Etudes stratégiques	Rép mat audio visuel pour projet	17 141 000
41	535	Planification	Dev intégré ressources humaines	Rép réparat° véhicule projet/plan	2 050 000
42	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép équipe climatisation	21 780 000
43	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép réfection bureau plan	19 882 075
44	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép achat clim./Plan	4 937 026
45	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép équipement de bureau/plan	19 854 114
46	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép fourniture mobilier/plan	17 440 532
47	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép divers équipements/plan	16 572 119
48	535	Planification	Equipement Ministère du Plan	Rép fourniture mobilier/plan	18 500 000
49	535	Planification	Réfection et aménagements	Rép réfection bureau plan	19 523 277
50	535	Planification	Réfection et aménagements	Rép fourniture mobilier/plan	16 992 000
51	535	Planification	Réfections et aménagements	REP-AMENAG-ACCES-MIN-PLAN	7 998 231
52	535	Planification	Informatisation Ministère du Plan	Rep-fournitures materiel info/plan	93 343 900
53	535	Planification	Informatisation Ministère du Plan	REP-ACHAT MICRO ORDIN/PLAN	6 655 200
54	555	Commerce	DG consommation:Equipements divers	REP-EQUIP.LABORATOIRE	197 526 236
55	615	Agriculture	Programme maraichage IGAD	REP-PROG-MARAICHAGE IGAD	150 000 000
56	625	Eaux et forêts & Pêche	Dev pêche artisanale & pisciculture (BAD)	REP-CONSTRUC.BAT ADMIN	54 956 594
57	625	Eaux et forêts & Pêche	Dev pêche artisanale & pisciculture (BAD)	REP-REFEC. BATIMENT	39 974 536
58	645	Equipement et Construction	Centre régionaux d'entretien routier	REP-travaux. construc. d'un centre	49 049 472
59	645	Equipement et Construction	FER-Fond d'entretien routier	REP-fonds d'entretien routier	3 000 000 000

N° dossier	Section	Libellé	Projet	Objet de la dépense	Montants engagés
60	645	Equipement et Construction	Extension Ministère	REP-EXTENSION DU MECV	100 000 000
61	645	Equipement et Construction	Voiries Lbv.(études, trvx, contrôle)	REP-M-en-OEUV B.BIT.0/10/NZ-AY	250 000 000
62	645	Equipement et Construction	Achèvement aérogate de Mouila	REP-travx. construc. aerod ngounié	173 000 000
63	645	Equipement et Construction	PARR: Contrôle & trvx Lstville-Kmtou	REP-CONTRÔLE DE TRVX	206 000 000
64	645	Equipement et Construction	PARR: Contrôle & trvx Lstville-Kmtou	REP-CONTRÔLE DE TRVX	143 970 031
65	645	Equipement et Construction	PARR: Contrôle & trvx Minvoul-Nkolmengo	REP-travx. minvoul.nkolmengo	50 000 000
66	645	Equipement et Construction	PARR: Contrôle & trvx Lalara-Medoumane	REP-tronçon lalara medouneu	798 690 927
67	665	Energie et ressources hydraul	Equipement informatique Ministère	REP-fouritures materiel informatiq.	49 276 800
68	665	Energie et ressources hydraul	Elect route Ntoun/Donguila	REP-extension.electrification	335 000 000
69	665	Energie et ressources hydraul	Adduction d'eau Lébamba	REP-alm.eau potable ville lebamba	300 000 000
70	665	Energie et ressources hydraul	Adduction d'eau Medoubneu	REP-adduction eau medouneu	300 000 000
71	665	Energie et ressources hydraul	Extension électrification Bitam	REP-extension électrification	200 000 000
72	675	Hydrocarbures	Contrôle des enlèvements	REP-ACQUISITION EQUIP.INFO	5 999 120
73	695	Urbanisme	Aménagement lotissement Lbv	REP-tvx de réfection bâtiment adm.	58 728 777
74	695	Urbanisme	Aménagement lotissement Lbv	REP-TVX D'EXTENSION D.G.U.A.F	100 000 000
75	695	Urbanisme	Aménagement lotissement Lbv	REP-AM. LOT. A. ANGONDJE	213 978 238
76	745	Marine Marchade	Eqpmt. Unités de surveillance en mer	REP-acquisition equip. nautique	29 984 121
77	745	Marine Marchade	Balisage chenal Estuaire & Og. Maritime	REP-repr. mat. nautiques projet	99 999 985
78	745	Marine Marchade	Balisage Lagune Fernan. Vaz	REP-acquisition mat. nautiques	49 000 904
79	815	Education Nationale	Réforme enseignement technique/BAD	REP-construc.bat. /projet bad	85 000 000
80	815	Education Nationale	Réfections Internats	REP-amenagement du ces kango	50 000 000
81	815	Education Nationale	Réfections Internats	REP-REFEC. LYCEE.OKONDJA	80 000 000
82	815	Education Nationale	Réfections Internats	REP-equip internat.ces medouneu	125 000 000
83	815	Education Nationale	Réfections Internats	REP-travx internat. ces medouneu	125 000 000
84	815	Education Nationale	Réfections Internats	REP-equip. internat Lambaréné	50 000 000
85	815	Education Nationale	Autres construc. & refectons scolaires	REP-travaux. ces issac lambarene	100 000 000
86	815	Education Nationale	Autres construc. & refectons scolaires	REP-TVX ECOLE DE NTOUM	100 000 000
87	815	Education Nationale	Programme Education BAD 2	REP-tvx amenag. 2 sal. cl (enset)	9 959 000
88	815	Education Nationale	Programme Education BAD 2	REP-travaux. lycée scienti. mouila	90 000 000
89	815	Education Nationale	Construc. & Equip. CETI NTOUM	REP-TVX BAT. L.E.E Lbv	77 416 000
90	815	Education Nationale	Construc. & Equip. CETI NTOUM	REP-construc. bat scolaires	100 000 000
91	815	Education Nationale	Extension & équip ENI Lbv	REP-Réhab. du Lycée Excellence	40 073 751
92	815	Education Nationale	Extension & équip ENI Lbv	REP-TVX Lycée de Nzeng-Ayong	17 288 750

N° dossier	Section	Libellé	Projet	Objet de la dépense	Montants engagés
93	815	Education Nationale	Extension & Equipements ENI LBV	REP-Réfec Lycée Etat Estuaire	78 500 000
94	815	Education Nationale	Estuaire: Equipements écoles primaires	REP-Fourniture Matériel Infor	64 900 000
95	815	Education Nationale	Estuaire: Equipements écoles primaires	REP- Electrification Lycée Sibang	86 000 000
96	815	Education Nationale	Construction Lycée Franceville	REP-Construction Bât. Scolaires	400 000 000
97	815	Education Nationale	Haut-Ogooué: Equipement écoles primaires	REP- Reconstruc. Coll. ST Dominq	50 000 000
98	815	Education Nationale	Haut-Ogooué Equipement écoles primaires	REP-TVX Ecole Publ Bongoville	55 200 000
99	815	Education Nationale	Haut-Ogooué Equipement écoles primaires	REP-TVX CES Mpassa	50 000 000
100	815	Education Nationale	Haut-Ogooué Equipement écoles primaires	REP-TRV. Lycée Tech Omar Bongo	50 000 000
101	815	Education Nationale	Haut-Og: Réhabilitation établi.Scondaires	REP-Equip. Tables Bancs	49 995 000
102	815	Education Nationale	Haut-Og: Réhabilitation établi.Scondaires	REP-equip. tables/bancs ( haut o.)	49 995 000
103	815	Education Nationale	W-NT: Réhabilitat° & équip écoles Oyem	REP-Refec bat scolaires/ Oyem	52 000 000
104	815	Education Nationale	Woleu-NT: Equipements écoles primaires	REP-Refec école Efout	5 199 000
105	815	Education Nationale	Woleu-NT: Equipements écoles secondaires	REP-Fournitures informat	64 900 000
106	815	Education Nationale	Woleu-NT: Equipements écoles secondaires	REP-Equip. Woleu Ntem	100 000 000
107	825	Formation Professionnelle	Réfections et equip CFPP Onimba	REP-Refect bat scolaire	49 992 835
108	835	Jeunesse et Sports	Réhab complexe omnisport LBV	REP-TVX de refect de l'éclairage	34 431 362
109	835	Jeunesse et Sports	Réhab complexe omnisport LBV	REP-TVX Refect des terr des pl	31 000 000
110	835	Jeunesse et Sports	Réhab complexe omnisport LBV	REP-Réalis.plat-sport/Mimongo	100 000 000
111	845	Enseignement Supérieur	Equipements informatiques	REP-Acquisition mat info/INSG	59 973 500
112	845	Enseignement Supérieur	Enseignement Sup. Services centraux	REP-Achat véhic. s utilitaires	30 000 000
113	855	Culture et Arts	Constr. Centre prov de la culture de Ntoum	REP-Constr ctr prov cult Ntoum	50 000 000
114	855	Culture et Arts	Réhabilitation musée national	REP-Réhab, musée national	100 000 000
115	855	Culture et Arts	Constr centre prov de la culture de Ntoum	REP-constr bâtiment Culture	150 000 000
116	915	Santé Publique	Lutte contre Tuberculose	REP-Refec réseau électrique	25 000 000
117	915	Santé Publique	Contr & équip dispensaires/ PMI (BADI)	REP-Construction Dispensaire	75 000 000
118	915	Santé Publique	Hôpital Psychiatrique	REP-Construction Bat santé	60 000 000
119	915	Santé Publique	Centre de Diabétologie	REP-Refec au centre de diab.	14 939 366
120	915	Santé Publique	Hôpital de Nkembo	REP-Entret réseaux électriques	20 000 000
121	915	Santé Publique	Programme Trypanosomiase	REP-Achat véhic.progr trypano	20 000 000
122	915	Santé Publique	Institut d'Epidémiologie	REP-refec chambre- froide nkembo	20 000 000
123	915	Santé Publique	Office Pharmaceutique National	REP-Fourniture des équip	40 000 000
124	915	Santé Publique	RS Haut Og: Hopital chinois Franceville	REP- TVX de refc à l'Hopital	49 880 000
125	915	Santé Publique	RS Haut Og: centres médic/protec matern	Rep-ext. centre médic. de Lébamba	193 563 400

N° dossier	Section	Libellé	Projet	Objet de la dépense	Montants engagés
126	915	Santé Publique	Centre médical Bongoville	REP-Convention TVX d'achèvement	250 000 000
127	915	Santé Publique	RS moyen Ogooué Hôpital régional	REP-Achat équip logement a l'Hop	19 999 950
128	915	Santé Publique	RS moyen Og: Hopital régional	REP-Achat équip médicaux	25 000 000
129	915	Santé Publique	RS Ngounié: constr équipe nouvel Hôpital	REP-Achat équip médicaux	50 000 000
130	915	Santé Publique	RS Ogooué Ivindo: Hopital régional	REP-Refec Hopital de Makokou	250 000 000
131	915	Santé Publique	RS Og Ivindo: Equip bases épidémiologiques	REP-Refec Ext Disp Mikongo 2	45 000 000
132	915	Santé Publique	RS Ogooué Ivindo: Réfection ENASS	REP-Refec ENASS Makokou	50 000 000
133	915	Santé Publique	RS Woleu Ntem: Nouvel hôpital	REP- Achat équip médicaux Oyem	25 000 000
134	945	Promotion Féminine	Aménagt et équip. centre féminin Tchibanga	REP-Refec autre bat Administ	19 995 451
<b>Total général</b>					<b>19 498 395 745</b>

